

Enquête menée auprès des compagnies d'assurances en vue de dresser la balance des transactions courantes

COMMENTAIRES

I. REMARQUES GÉNÉRALES

BUT DE L'ENQUÊTE

L'enquête sert à dresser la balance des transactions courantes, qui englobe les échanges de biens et de services, les revenus du travail et des capitaux ainsi que les transferts entre, d'une part, la Suisse et la Principauté de Liechtenstein, et d'autre part, l'étranger.

FONDEMENTS JURIDIQUES

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale), l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale et l'annexe à l'accord monétaire du 3 novembre 1998 entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein confèrent à la BNS le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure.

PERSONNES TENUES DE FOURNIR DES DONNÉES

Conformément à l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés dont le montant des transactions, par période d'enquête et par enquête (CABQ/CAGQ/CAIQ/CATQ), dépasse 100 000 francs sont tenues de fournir des données.

PÉRIODE DE RÉFÉRENCE

Les données se réfèrent à un trimestre civil. Les charges et les produits sont à attribuer à la période qu'ils concernent. Les données relatives aux deuxième, troisième et quatrième trimestres ne doivent pas être cumulées avec celles des trimestres précédents. Toute erreur doit être corrigée dans le relevé correspondant; les écritures de correction aux trimestres suivants ne sont pas autorisées.

DÉLAI DE REMISE DES DONNÉES

Un mois après la fin du trimestre considéré.

CONTACTS ET DEMANDES D'INFORMATION

Questions de fond

E-mail: serviceBOP@snb.ch

Téléphone: +41 58 631 35 34

Questions afférentes au formulaire (fichier Excel)

E-mail: forms@snb.ch

II. COMMENTAIRES

OPÉRATIONS TRANSFRONTIÈRES: DÉFINITION

L'un des cocontractants (privé ou public) est domicilié en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein, tandis que l'autre est domicilié à l'étranger ou est lui-même un Etat étranger, une organisation internationale ou une institution diplomatique (ambassade, consulat) d'un Etat étranger. Sont également inclus les échanges transfrontières au sein d'un groupe. La délimitation Suisse/étranger et la répartition géographique sont à établir en fonction du pays de domicile des cocontractants et non pas du lieu où les prestations sont fournies. La Principauté de Liechtenstein est considérée comme faisant partie du territoire suisse.

Produits: le bénéficiaire du service ou de la prestation est domicilié à l'étranger, alors que le prestataire a son domicile en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein.

Charges: le bénéficiaire du service ou de la prestation est domicilié en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein, alors que le prestataire a son domicile à l'étranger.

Si les cocontractants sont domiciliés l'un et l'autre en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein, il n'y a pas lieu d'indiquer ces opérations. Cela vaut également si les cocontractants sont l'un et l'autre domiciliés à l'étranger

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Les positions doivent être indiquées selon une ventilation par pays. Pour de plus amples informations concernant la répartition géographique, voir commentaires séparés *Définitions des pays*.

ESTIMATIONS

Des données estimées sont acceptées pour toutes les positions, pour autant que ces estimations sont établies de bonne foi. Des estimations peuvent être nécessaires, par exemple pour effectuer la répartition de transactions entre pays et/ou régions. La BNS recommande à cet effet de se servir de clés de répartition fondées sur des hypothèses probables. Il est possible d'utiliser ces clés pendant plusieurs trimestres, voire pendant plusieurs années, pour autant que les hypothèses ne changent pas. La BNS est à la disposition des entreprises pour répondre à leurs questions et leur apporter son soutien à propos des estimations et des méthodes d'estimation.

Exemple (ventilation géographique selon une clé de répartition):

L'entreprise Exemple SA enregistre des produits de 100 millions de francs au total. De ce montant, 40 millions de francs (40%) proviennent d'Allemagne, et 30 millions (30%) de France. Les informations contenues dans le système de reporting ne suffisent pas pour répartir de manière claire les 30 millions de francs restants (30%). On sait néanmoins que la valeur résiduelle est répartie à parts plus ou moins égales entre l'Italie et l'Espagne. Aussi Exemple SA adopte-t-elle la clé de répartition suivante pour ventiler le reste du total: 50% Italie, 50% Espagne. Exemple SA indique donc 15 millions de francs sous Italie (= 50% de 30 millions de francs) et également 15 millions de francs (= 50% de 30 millions de francs) sous Espagne.

OPÉRATIONS AU SEIN D'UN GROUPE

Les opérations transfrontières au sein d'un même groupe doivent elles aussi être déclarées. Elles doivent l'être à leur valeur de marché; si aucun prix du marché n'est disponible, il est possible d'indiquer les prix facturés au sein du groupe.

REMISE DES DONNÉES DE MANIÈRE CENTRALISÉE OU DÉCENTRALISÉE (DONNÉES DU GROUPE)

Si plusieurs entreprises résidentes d'un même groupe sont tenues de fournir des données, il appartient au groupe de décider s'il les remettra sous une forme agrégée pour toutes les entreprises résidentes affiliées ou si chacune des entreprises appelées à fournir des données déclarera elle-même ses transactions. Si un groupe remet les données requises sous une forme agrégée, il doit indiquer à la BNS les entreprises résidentes sur lesquelles portent ces données (voir la feuille «Démarrage», liste pour la saisie des données à l'échelle du groupe).

ÉVALUATION

Les transactions doivent être indiquées au prix du marché.

RÈGLES DE CONVERSION POUR OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Il est recommandé d'appliquer la moyenne trimestrielle des cours de change.

VALEURS NÉGATIVES

Les charges et les produits doivent généralement être annoncés par des valeurs positives. Les exceptions sont décrites ci-après, aux positions concernées.

Ces commentaires complètent les informations d'ordre général sur l'établissement des relevés et sur les formats de livraison, accessibles sous www.snb.ch, Statistiques/Enquêtes.

III. CATÉGORIES – DESCRIPTION

Position	Catégories	
X.1	Primes	<p>Description</p> <p>1.1 Primes versées par des entités non résidentes Primes versées par des entités non résidentes et liées à l'assurance directe ou à la réassurance (primes émises, déduction faite des reports de primes).</p> <p>Excepté Primes versées par des entités non résidentes à des succursales et filiales non résidentes. Opérations en lien avec des reprises ou des cessions de portefeuilles.</p> <p>2.1 Primes versées à des entités non résidentes Primes versées à des compagnies d'assurances établies à l'étranger (déduction faite des reports de primes); elles se présentent sous forme de rétrocessions, principalement dans le cadre d'opérations de réassurance.</p> <p>Particularités Les produits et les charges découlant des versements de primes doivent être attribués à une branche d'assurance.</p>
1.2	Revenus de capitaux	<p>Description (produits uniquement) Les primes provenant de l'étranger peuvent être placées en Suisse ou à l'étranger. Il convient d'indiquer les revenus issus de placements de capitaux sous forme de titres, de biens immobiliers ou autres (par exemple intérêts, dividendes, loyers, etc.).</p> <p>Excepté</p> <ul style="list-style-type: none"> – revenus de capitaux provenant des placements en Suisse et à l'étranger, s'ils ne sont pas tirés des primes versées par des entités non résidentes; – revenus de capitaux placés à l'étranger mais provenant de primes encaissées auprès d'entités résidentes; – revenus de capitaux provenant des primes encaissées par les filiales et succursales non résidentes; – produit des participations de filiales non résidentes; – gains et pertes en capital, réalisés ou non, découlant des variations de prix des placements de capitaux (notamment des fluctuations des cours des actions et des cours de change). – Opérations en lien avec des reprises ou des cessions de portefeuilles. <p>Particularités S'il n'est pas possible de distinguer les revenus de capitaux tirés des primes versées par des entités non résidentes de ceux qui résultent des primes versées par des entités résidentes, la répartition peut être estimée sur la base de la ventilation appliquée aux provisions actuarielles. Les revenus de capitaux doivent être attribués à une branche d'assurance.</p>

Position	Catégories	
X.3	Prestations pour sinistres	<p>Description</p> <p>1.3 Prestations pour sinistres, versées par des entités non résidentes Prestations pour sinistres versées par des compagnies de réassurance non résidentes à des compagnies d'assurances résidentes dans le cadre de la réassurance passive (y compris la variation des provisions pour sinistres et celle des réserves mathématiques).</p> <p>2.3 Prestations pour sinistres, versées à des entités non résidentes Prestations pour sinistres versées à des entités non résidentes dans le cadre de l'assurance directe et de la réassurance (y compris la variation des provisions pour sinistres et celle des réserves mathématiques).</p> <p>Excepté Paiements pour sinistres effectués par les succursales et filiales non résidentes. Opérations en lien avec des reprises ou des cessions de portefeuilles.</p> <p>Particularités</p> <p>Les produits et charges découlant des prestations pour sinistres doivent être attribués à une branche d'assurance. Les dissolutions de provisions découlant de prestations pour sinistres versées par des entités non résidentes doivent être indiquées comme produits négatifs. Les dissolutions de provisions découlant de prestations pour sinistres versées à des entités non résidentes doivent être indiquées comme charges négatives.</p>
X.4	Services auxiliaires d'assurance	<p>Description</p> <p>Produits et charges résultant des services auxiliaires d'assurance; cette catégorie comprend les rémunérations pour tous les services connexes en matière d'assurance (intermédiation, conseils en assurance, conseils actuariels, frais administratifs liés aux actions de sauvetage, etc.)</p> <p>Excepté Frais de transport liés aux actions de sauvetage -> Services auxiliaires et connexes en matière de transport (Enquête générale menée auprès des entreprises de toutes les branches en vue de dresser la balance des transactions courantes, 3.3) Services liés à des caisses de pensions. Opérations en lien avec des reprises ou des cessions de portefeuilles.</p> <p>Particularités</p> <p>Les produits et charges résultant des services auxiliaires d'assurance doivent être attribués à une branche d'assurance.</p>
X.5	Commissions	<p>Description (à indiquer uniquement pour la réassurance)</p> <p>Bonifications versées par les réassurances aux assureurs directs (cédants) pour les frais de conclusion et de suivi des contrats d'assurance.</p> <p>1.5 Commissions versées par des entités non résidentes Produit tiré par les assureurs directs résidents (cédants) de commissions versées par des réassureurs non résidents.</p> <p>2.5 Commissions versées à des entités non résidentes Charges des réassureurs résidents découlant de commissions versées à des assureurs directs non résidents (cédants).</p> <p>Excepté Bonifications pour des services d'intermédiation (courtage) -> Services auxiliaires d'assurance (X.4). Opérations en lien avec des reprises ou des cessions de portefeuilles.</p> <p>Particularités</p> <p>—</p>

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 58 631 00 00

**Questions concernant la livraison
des données**

dataexchange@snb.ch

Questions concernant les enquêtes

servicebop@snb.ch

Langues

Français, allemand et anglais

Publication

Mars 2019

Accès sur Internet

Les formulaires, commentaires et informations complémentaires relatives aux enquêtes de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet à l'adresse www.snb.ch, Statistiques/Enquêtes.